

**Guillaume PELTIER**  
Député de Loir-et-Cher

✉ [guillaume.peltier@assemblee-nationale.fr](mailto:guillaume.peltier@assemblee-nationale.fr)

**Monsieur le Président de la République**  
Palais de l'Élysée  
55, rue du faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

Romorantin, le 31 octobre 2020.

Monsieur le Président de la République,

Face à la deuxième vague du Covid-19, vous avez annoncé, durant votre allocution présidentielle du mercredi 28 octobre 2020, un re-confinement à l'échelle nationale, avec de nouvelles modalités par rapport à celui du début d'année.

Dès le lendemain, le Gouvernement a fait part du détail des mesures qui entreront en vigueur pendant les prochaines semaines.

Cependant, celles-ci font preuve d'incohérence et d'injustice ; alors que le consentement des Français est indispensable à la réussite de ces mesures contraignantes, c'est toute l'efficacité de ce plan sanitaire qui est menacée.

Dans ce cadre, vous avez notamment fait le choix de la fermeture administrative des petits commerces « *non-essentiels* », ceux-là même qui sont bien souvent un des derniers liens sociaux dans nos provinces, le témoignage vivant de la vitalité de nos centres-villes, l'attractivité de nos villages, et qui sont les plus aptes à faire respecter les indispensables gestes barrières.

Tout d'abord, la définition des commerces « *non-essentiels* » est particulièrement subjective, voire arbitraire. La culture n'est-elle pas essentielle, un supplément d'âme indispensable à nos vies ? Les jouets ne sont-ils essentiels pour l'épanouissement de nos enfants, en ces fêtes de Noël qui approchent ? Ces exemples pourraient être multipliés à l'infini.

Surtout, de nombreuses grandes surfaces, davantage propices aux contaminations parce que particulièrement bondées, pourront toujours proposer des produits similaires à la vente.

Une telle inégalité de traitement s'apparente à une véritable concurrence déloyale, qui certes fera le bonheur des actionnaires concernés, mais accélérera la faillite des petits commerçants,

le déclin de nos centres-villes et le dépeuplement de nos villages, sans avoir le moindre impact positif en matière sanitaire.

Adversaire de toutes les injustices, défenseur inlassable du faible contre le fort, je refuse de m'y résoudre.

A ce titre, une décision a particulièrement retenu mon attention, car elle symbolise à elle seule toute l'absurdité dans la gestion actuelle de la crise du Covid-19.

En effet, face à la mobilisation des petites librairies, qui ont légitimement protesté contre la fermeture de leur point de vente, alors même que les grandes surfaces étaient toujours autorisées à vendre des livres, il a été décidé de fermer les rayons livres de ces dernières.

La France est le grand pays de la littérature, et l'Homme est avant tout un être de culture ; interdire la vente des livres serait un contre-sens et un symbole terrible, à l'heure où la déscolarisation progresse et où l'ombre de l'obscurantisme plane sur notre société comme une épée de Damoclès.

Surtout, une telle décision fera le bonheur des GAFAM, ceux-là mêmes qui, avant la crise du Covid-19, posaient déjà un problème inquiétant pour notre souveraineté numérique, ruinaient de nombreux commerces par une concurrence sauvage, et refusaient d'acquitter leurs impôts comme n'importe quelle entreprise.

Aujourd'hui, tous ces petits commerçants sont menacés de ruine. Ceux-ci ne demandent pas des aides, des subventions, des dispositifs de soutien ; ils ne demandent qu'à travailler dignement et à recevoir une clientèle dans le strict respect des gestes barrières.

La France ne peut s'engager durablement sur ce chemin, faute de quoi elle serait durablement affaiblie par cette crise, sans espoir de retour, en proie à la mainmise des grandes surfaces et des GAFAM, à la désertification de nos centres-villes et à la mort de nos villages, à la ruine des commerçants qui font bien souvent le charme de notre quotidien.

Monsieur le Président, j'en appelle à vous directement : faites le choix du bon sens !

Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma respectueuse considération.

Guillaume Peltier,  
200 maires et élus  
de notre région